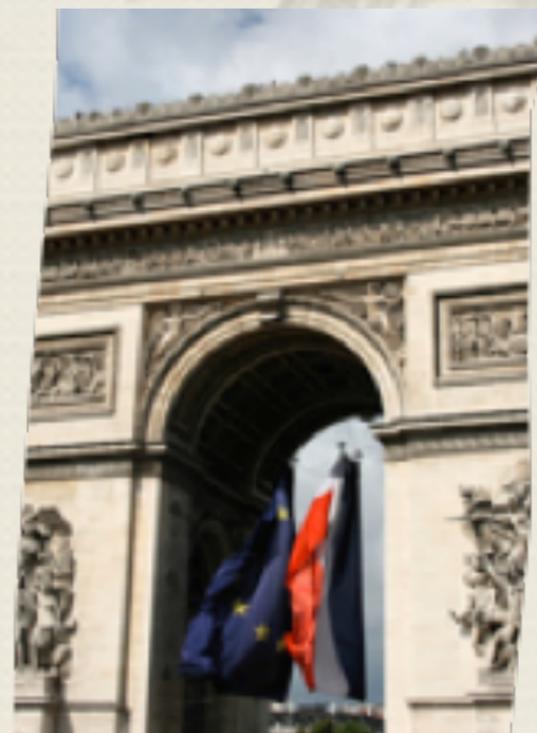


LA PRESSE EN REVUE...

MARDI 22 MAI 2018

SOMMAIRE

- 1) FO la menace
- 2) Pas de résultats pour...
- 3) La cacophonie
- 4) Question !
- 5) Elle appelle à une « explosion sociale »
- 6) Des milliardaires toujours plus...



Diez Gérard La Presse en Revue

I) Transport routier: FO menace d'un conflit à partir du 3 juin



AFP/Archives/PHILIPPE HUGUEN

La fédération FO des transports a appelé vendredi les chauffeurs routiers à la "mobilisation" à partir du 3 juin au soir, pour contraindre notamment le gouvernement à faire appliquer au plus vite un accord paritaire sur les salaires.

Dénonçant le "non-respect de la parole de l'État", Force ouvrière rappelle que "depuis le 4 octobre 2017, les salariés du transport et activités auxiliaires attendent l'extension de l'accord qui sécurise les salaires et les diverses primes dans la Convention Collective ainsi que l'intégration dans le Code des Transports, des frais de route et accords d'amplitude conventionnels".

Signé par l'ensemble des organisations patronales et de salariés, le texte doit empêcher que des annexes de rémunération (indemnités pour travail de nuit, jours fériés et dimanches, 13e mois pour certaines activités) soient remis en cause par accord d'entreprise, neutralisant une mesure contenue dans la dernière réforme du travail.

"On a alerté le gouvernement plusieurs fois, ils disent que ce sera dans la future loi Mobilités" initialement attendue pour juin, "mais si c'est pas verrouillé par la convention collective, les employeurs feront ce qu'ils veulent", a dit à l'AFP Patrice Clos de FO-Transports.

La mobilisation annoncée à partir du dimanche 3 juin à 22H00 pourra se traduire par "des piquets de grève sur les lieux de travail ou des actions de blocage", a-t-il précisé.

FO appelle les salariés du transport de marchandises, de voyageurs ou de fonds à l'action, ainsi que ceux du transport sanitaire, de la logistique et du déménagement.

Le syndicat s'inquiète également du futur "paquet routier européen", objet d'après négociations entre les pays d'Europe de l'Ouest et du Nord d'un côté, et des pays d'Europe centrale et orientale de l'autre. "Les temps de repos journaliers et hebdomadaires sont diminués", une piste "inacceptable" pour FO.

Il proteste par ailleurs contre l'obligation faite aux employeurs de divulguer aux autorités l'identité des salariés susceptibles d'avoir commis une infraction au code de la route avec un véhicule d'entreprise.

capital.fr

II Montebourg sur la première année de Macron : "Pour l'instant, il n'y a pas de résultats"

L'ancien ministre de l'Economie, chantre du "Made in France" et reconverti dans l'apiculture, juge sur

LAPRESSEENREVUE.EU

Europe 1 sévèrement la première année de quinquennat du président de la République.

INTERVIEW

Arnaud Montebourg a quitté la politique il y a un peu plus d'un an, [après la dernière élection présidentielle](#). L'ancien ministre de l'Economie, qui s'appête à lancer, en janvier 2019, [une école de hautes études apicoles](#), garde toutefois un œil sur son ancien domaine d'activité. Invité samedi d'Europe 1 à l'occasion de l'inauguration mercredi dernier d'une rue (éphémère) du "Made in France" - thème dont il s'est fait le champion - à Paris, il jette d'ailleurs un œil sévère sur la première année du quinquennat d'Emmanuel Macron. "Les résultats ne sont pas là", juge-t-il.

"Il va falloir donner un coup de collier". "Pour l'instant, il n'y pas de résultats. La croissance n'est pas au rendez-vous. On a toujours autant de chômage", insiste Arnaud Montebourg. "L'industrie est complètement abandonnée. On a vendu Alstom et d'autres entreprises à des puissances économiques étrangères, moi ça me gêne. On ne finance pas suffisamment le système productif. Il y a beaucoup de choses à faire qui ne sont pas faites. Il va falloir donner un coup de collier sur le plan économique."

Les "conséquences perverses" de la suppression de l'ISF. Arnaud Montebourg évoque aussi des "conséquences perverses" après [la suppression de l'ISF](#). "D'abord, c'est un impôt qui ne prélève pas beaucoup d'argent sur les fortunes. Ensuite, on pouvait le conserver tout en le faisant évoluer", énumère-t-il. "Surtout, il y avait un milliard de déductions fiscales qui s'investissaient dans les PME et les TPE parce que les gens voulaient payer moins d'impôts. Ils rendaient service à l'économie, à la société. Là ça a disparu. C'est ça la conséquence", explique l'ancien ministre de l'Economie, qui conclut, plus globalement : "Je crois qu'il y a beaucoup à dire, en effet."

Par Rémi Duchemin

Europe 1

III) Pourquoi le plan banlieues tourne à la cacophonie entre Borloo et Macron

Alors que le rapport de l'ex-ministre de la ville a été salué par les maires, l'Elysée écarte l'idée de "grands dispositifs" qu'il préconisait.



Par Romain Herreros



AFP

"Je veux remercier Jean-Louis Borloo d'avoir accepté de remettre les gants pour aider à la bataille", [déclarait à Tourcoing](#) au mois de novembre [Emmanuel Macron](#), dans son discours sur la politique de la ville. Six mois plus tard, l'ambiance est toute autre entre le chef de l'État et l'ex-maire de Valenciennes, dont [le rapport sur les banlieues](#), chaudement accueilli par les maires, semble prendre tranquillement la direction de la corbeille de l'Elysée.

Alors que le président de la République doit dévoiler ce mardi 22 mai à l'Elysée les "mesures concrètes" qu'il souhaite mettre en oeuvre, son entourage a d'ores et déjà prévenu: il n'y aura pas de "grands dispositifs", comme le préconise pourtant le document rédigé par l'ancien ministre de la Ville, salué pour son action dans les quartiers difficiles.

Un "camouflet"

"Tirer un trait (sur le rapport) pourrait être perçu comme le signe d'un mépris sans précédent vis-à-vis des habitants des quartiers populaires. Tirer un trait sur le rapport Borloo pourrait alimenter la résignation, la crise démocratique, les dérives communautaires à l'œuvre", a averti le maire de Saint-Denis Laurent Russier, dans un texte transmis à l'AFP.

L'élu communiste n'est pas le seul à se dresser contre la relégation pressentie des 19 propositions formulées par l'ex-maire de Valenciennes visant à empêcher la France d'entrer dans une logique de "nouvel apartheid". François Baroin, président LR de l'association des maires de France (AMF), a ainsi appelé Emmanuel Macron à rester attentif aux travaux de Jean-Louis Borloo.

"Le constat de Borloo est partagé par tous les maires en responsabilité depuis longtemps, il y a un effacement progressif de la puissance publique", a dénoncé le maire de Troyes, soulignant "la cohérence" du plan, qui préconise "un énorme effort, de l'ordre de 50 milliards, globalement, sur les territoires français".

"Ne pas prendre en compte ce projet après l'avoir commandé serait un camouflet à l'égard de tous les acteurs impliqués, à commencer par les maires. Ce serait aussi un message terrible de renoncement sur ce qui est une priorité", a renchéri Jean-François Copé, maire LR de Meaux, dans [une interview accordée au Figaro](#). Et de prévenir: "soit c'est un projet présidentiel, comme l'avait fait Chirac, et cela a du sens. Soit cela ne l'est pas, et ce sera alors un grand rendez-vous manqué de ce quinquennat".

Différences d'approche

Il semble être là, le malentendu. À en croire l'Elysée, il n'a jamais été question de lancer une grande politique sur l'unique base de ce rapport, mais de favoriser des approches locales "sur-mesure" et transversales. Pour preuve, le chef de

"État a lui même prévenu qu'il ne souhaitait pas se lancer dans un "plan Marshall" à destination des banlieues.

"Le gouvernement n'a pas attendu le rapport Borloo pour agir", fait par ailleurs remarquer l'entourage du chef de l'État, citant le dédoublement des classes de CP, le lancement des emplois francs et la police de sécurité du quotidien. Dans le *Journal du Dimanche* ce 20 mai, une source élyséenne va jusqu'à fustiger des propositions "paternalistes, avec des institutionnels qui sont toujours les mêmes, qui ne sont pas représentatifs et sur lesquels on déverse du fric". Un proche d'Emmanuel Macron continue le travail de sape, cette fois dans *Le Figaro*: "il a fait un inventaire à la Prévert rempli de trucs pas très nouveaux en laissant de côté les sujets d'ordre public, de sécurité et de radicalisation".

Même réserve exprimée du côté de Matignon. "Le rapport n'a jamais été conçu pour être repris tel quel mais pour inspirer le gouvernement", assure *au Monde* l'entourage d'Edouard Philippe. Alors, aux oubliettes le plan Borloo? "Je n'imagine pas un seul instant qu'Emmanuel Macron va se contenter de reprendre deux à trois petites mesures", veut croire de son côté Jean-Philippe Acensi, président de l'association Bleu blanc zèbre, également cité par le quotidien du soir.

"Ils prennent le risque de créer un problème politique"

Au delà des divergences de points de vue sur la méthode à adopter pour améliorer la vie des habitants des quartiers défavorisés, les désaccords qui s'étalent dans la presse entre Jean-Louis Borloo et l'Élysée endosseraient également un caractère personnel.

"Certains membres de l'entourage d'Emmanuel Macron estiment que Borloo et son rapport ont pris trop de place dans le débat public et ça les irrite au plus haut point", raconte au *Monde* un proche du dossier, qui affirme que le chef de l'État estimait que l'ancien ministre de la Ville "remplirait sa mission tranquillement, sans faire trop de bruit". D'autant que ce serait "à l'usure" que le centriste aurait obtenu la rédaction de ce rapport, persifle une source citée par *Le Figaro*.

Or, au regard de la communication qui a été faite par les parties prenantes du plan Borloo, difficile d'affirmer que l'entreprise de l'ex-maire de Valenciennes ait été marquée par le sceau de la discrétion.



Cet élément suffit-il à l'Élysée pour écarter les conclusions du plan Borloo? Quoi qu'il en soit, le principal intéressé est lui même sorti du bois pour mettre en garde ceux qui, dans l'entourage du chef de l'État, veulent enterrer ses propositions. "Ils

prennent le risque de créer un problème politique là où il n'y en avait pas", prévient-il ce dimanche dans le *JDD*, en référence à l'unanimité qui se dégage chez les maires, toutes orientations politiques confondues. À Emmanuel Macron de décider, ou non, de le courir.



IV) Les communistes sont-ils vraiment passés à côté de Mai 68



Georges Marchais, alors n°2 du PCF, à l'usine de Renault-Billancourt en grève en mai-juin 1968 (Jacques Maris / AFP)

Par [Mathieu Dejean](#)

Dans son livre "Communistes en 1968, le grand malentendu", enrichi de nombreuses archives internes du PCF, l'historien Roger Martelli analyse l'attitude du "grand parti de la classe ouvrière" en Mai 68. S'il montre bien que le PCF a méprisé le mouvement étudiant, il réévalue son rôle moteur, via la CGT, dans la grève des travailleurs. Entretien.

En mai 68, le PCF voit dans les prémices de la révolte étudiante une aventure de "pseudo-révolutionnaires" gauchistes caricaturés en "fils de bourgeois ordinaires", comme le [chantait déjà Jean Ferrat](#) en 1967. Pris au dépourvu par la tournure massive que prennent les événements, il ne parvient pas à se réconcilier avec le mouvement étudiant par la suite. En dépit de ce "malentendu" le "Parti" n'est pas complètement largué pour autant, contrairement à une idée répandue. L'historien du communisme Roger Martelli, ancien membre de la direction du PCF, qu'il a quitté en 2010, et auteur du livre [Communistes en 1968, le grand malentendu](#), nous explique pourquoi.

Paradoxalement, le PCF n'est pas à l'aise au moment du déclenchement de la révolte étudiante de Mai 68. Pourquoi ?

Roger Martelli – Le PCF est en effet embarrassé

par le mouvement étudiant. Les communistes à la fin des années 60 sont préoccupés par la situation à l'université, par ses moyens inadaptés par rapport au gonflement extraordinaire des effectifs, mais ils s'attendent à voir émerger un mouvement revendicatif classique, sage, avec des cahiers de revendications et des négociations. Or à partir du 22 mars 1968, le PCF voit naître un mouvement spontané, un peu brouillon. Pour lui, qui se veut un parti d'ordre depuis 1936, cela évoque le dérèglement anarchiste, il ne le prend pas au sérieux.

Ce mouvement le désarçonne d'autant plus qu'il est animé par des individus qu'il classe dans la catégorie des "gauchistes". Ces gauchistes sont alors une obsession pour le PCF depuis deux ans, pour des raisons qui renvoient au contexte international. Le PCF dirigé par Waldeck Rochet est préoccupé par le schisme qui divise le mouvement communiste autour du conflit entre la Chine et l'Union soviétique. S'y ajoute l'émergence du guévarisme vers le milieu des années 60, liée à l'expérience cubaine, qui revalorise la lutte armée par rapport à la lutte pacifique. Cela heurte de plein fouet un parti qui a intériorisé l'exigence d'une stratégie de conquête du pouvoir pacifique.

Cette situation internationale a des effets en France, avec l'apparition d'un mouvement maoïste français qui se développe à la fin de 1968, et avec la radicalisation d'une partie de la jeunesse étudiante, qui aboutit à la formation de la JCR (Jeunesse communiste révolutionnaire), de filiation trotskiste.

En 1965, les représentants des tendances maoïste et trotskiste de l'Union des Etudiants Communistes (UEC), l'organisation étudiante du PCF, sont exclus après plusieurs années de lutte interne, au profit des partisans de la direction du Parti. Cette crise est-elle à l'origine de cette obsession, et de ce divorce entre une partie de la jeunesse engagée et le PCF ?

Pas vraiment. Le PCF a une grille de lecture assez simple : la ligne révolutionnaire suppose de se garder de deux dangers. Un danger de droite – l'opportunisme –, et un danger à gauche – le gauchisme. Le danger à droite est incarné par une partie de la SFIO qui cherche des alliances avec le centre, dans la continuité de la logique de troisième voie : Gaston Deferre d'un côté, et Pierre Mendès France de l'autre. Le danger de gauche, c'est le gauchisme doctrinaire.

Au début des années 1960, le PCF considère que le danger est à droite, c'est l'ennemi principal. Mais à partir de 1962, ça bascule. La Chine rompt avec l'URSS, le PCF s'aligne avec le Parti Communiste de l'Union soviétique, et considère désormais que le sectarisme de gauche est le principal danger.

De plus, le PCF est ancré depuis 1962 dans une stratégie politique très cohérente, qui consiste à dire que dans cette phase de croissance, où l'État joue un rôle régulateur, on peut infléchir les mécanismes d'intervention étatique dans un sens favorable au monde du travail.

Cela implique de s'appuyer sur une union politique rassemblant le PCF – représentant du monde ouvrier – et le PS et les radicaux – qui représentent les couches moyennes –, autour d'un programme de réformes structurelles. Pour le PC, tout ce qui remet en cause cette ligne en tirant vers le centre, ou vers des formes irréalistes de révolution est néfaste.

C'est la raison pour laquelle le PCF prend très tôt position contre les "groupuscules gauchistes", qu'il appelle à "combattre et isoler" ?

On confie en effet à Georges Marchais, qui est à l'époque secrétaire à l'organisation, la responsabilité de lutter contre les groupuscules gauchistes, notamment maoïstes. Le 30 avril 1968, le Bureau Politique (BP) demande à Marchais d'écrire un article dans *L'Humanité*, qui paraît le 3 mai sous le titre : "*De faux révolutionnaires à démasquer*". Il y pointe notamment "*l'anarchiste allemand Cohn-Bendit*". Or cet article paraît le 3 mai, au moment où le mouvement prend de l'ampleur en se radicalisant, ce que le PC n'imaginait pas. A partir du 6-7 mai, il décide d'infléchir sa ligne, mais le monde étudiant ne retient que l'article de Marchais. Les manifestants défilent d'ailleurs en criant : "*Nous sommes un groupuscule*", voire "*Nous sommes tous des juifs allemands*", car Marchais écrit "*anarchiste*", mais beaucoup de monde entend "*juif allemand*". La grille de lecture du PCF ne correspondait pas à la réalité du mouvement étudiant. Et il ne rattrapera pas son retard.

Quelle est l'attitude de l'UEC et des Jeunesses communistes pendant Mai 68 ?

Elles n'ont alors aucune autonomie par rapport au PC, elles partagent totalement son univers mental et la détestation du gauchisme. Ils sont présents, mais totalement marginalisés par rapport à l'état d'esprit général.

Le 9 mai, le poète communiste Louis Aragon est hué par 5 000 étudiants lors d'un meeting improvisé à la Sorbonne par Cohn-Bendit, Geismar et Sauvageot. C'est un signe de cette marginalité du PC ?

Oui, on l'appelait alors "*papa Aragon*". Mais il faut reconnaître que Sartre lui-même a aussi été chahuté par les étudiants. Pour la nouvelle génération qui s'exprime, les équilibres politiques et mentaux datant de la Libération sont finis. Cela se manifeste par le rejet des grandes figures du communisme, de l'existentialisme, du personnalisme, etc. Mais dans le cas des communistes, cette détestation se fonde sur l'attitude de combat à l'égard du mouvement étudiant qu'ils ont eu. Il y a eu incontestablement un immense raté de la part de la direction du PC, qui s'explique rationnellement.

Le deuxième mai, celui des ouvriers en grève, a-t-il été vécu comme une aubaine pour le PCF ?

En tout cas, à partir du moment où on assiste, le 13 mai, à l'émergence du mouvement social le plus fantastique de l'histoire sociale française contemporaine, le PCF est complètement à l'aise. On l'oublie, mais à l'époque les deux acteurs principaux de la vie politique française sont les gaullistes et les communistes. Le PC est premier à gauche électoralement, avec un peu plus d'un cinquième de l'électorat, à une période d'augmentation de la participation électorale. Parmi ces électeurs, il y a une forte part d'ouvriers : un tiers d'entre eux choisissent le PC. Enfin, c'est un parti de masse : d'après les chiffres internes, connus depuis quelques années seulement, il recense 300 000 cartes placées, dont 110 000 ouvriers. C'est un parti incontestablement ouvrier. La CGT est alors de loin le premier syndicat, et ses dirigeants sont membres du BP du PCF. La manifestation du 13 mai est d'ailleurs une initiative du secrétaire général de la CGT, Georges Séguy.

Pourtant, lors de cette manifestation le cortège du PCF a été dépassé par ces fameux "gauchistes"...

En effet, le PC et la CGT sont obligés d'accepter la présence en tête de cortège de "*l'anarchiste allemand*" vilipendé par Georges Marchais, Cohn-Bendit, du dirigeant maoïste et président du Snesup, venu du PC, Alain Geismar, et du président de l'Unef, [Jacques Sauvageot](#). Dans la foulée, le PC fait une note interne du BP qui constate deux choses avec amertume : d'une part, que ces groupuscules ont beaucoup plus d'importance que ce que "*certaines croyaient*" (c'est-à-dire eux-mêmes), et d'autre part, que ça ne doit pas se reproduire. Le PC a du manger son chapeau, mais désormais le mouvement social occupe le devant de la scène. Dans ce contexte, le PC est dans son élément : dans une situation de grève, le syndicat négocie avec les patrons, et les partis trouvent des issues politiques. Pour lui c'est le schéma rêvé. Il est tellement à son habitude qu'il ne voit pas le caractère nouveau du mouvement, l'aspiration à l'autonomie, la remise en cause des ordres, y compris l'ordre usinier. Le PC est à la fois à l'aise, pas débordé, mais il ne voit pas certaines choses.

Des témoins de l'époque, comme Alain Krivine, affirment que dans les usines occupées, les ouvriers de la CGT étaient très hostiles aux étudiants. C'est la marque de l'influence du PCF sur la classe ouvrière ?

C'est en effet un refus organisé. Des consignes sont données pour empêcher les gauchistes d'arriver aux portes des usines. La CGT et le PC appellent à faire barrage aux étudiants, car ils sont intimement persuadés que la classe ouvrière n'a que deux représentants possibles : syndicalement la CGT et politiquement le PC. Tout ce qui perturbe cet ordre doit être combattu. Ils ne veulent pas l'articulation – pourtant nécessaire – des secteurs de la société. Le PC est convaincu qu'avec sa galaxie il est capable de répondre aux exigences du mouvement social.

[>> Lire aussi : Cinquante ans après, Alain Krivine commente les graffitis de Mai 68 <<](#)

Vous dites que le PCF n'a pas été débordé, mais quand Georges Séguy (CGT) annonce le résultat des négociations de Grenelle aux ouvriers de Renaud-Billancourt, qui aboutissent notamment à une augmentation de 35 % du SMIG et à la création de la section syndicale d'entreprise, ils y répondent en reconduisant la grève. Comment interprétez-vous cet épisode ?

Il y a depuis 1968 un conflit de récit sur les négociations de Grenelle. Pour le gouvernement, représenté par Pompidou et par le jeune et sémillant Jacques Chirac, alors secrétaire d'Etat au travail, ce qui est signé dans la nuit du 26 au 27 mai sont des accords. La CGT n'a pour sa part jamais accepté ce terme. Elle est arrivée dans ces négociations avec le modèle des [accords de Matignon](#) de 1936 [*sous le Front populaire, au terme d'une série de grèves, ces accords conduisent à l'adoption de la semaine de quarante heures, des congés payés et des conventions collectives, ndlr*]. Les négociateurs de la CGT sont d'ailleurs de manière significative le secrétaire général Georges Séguy, et le vieux Frachon, leader historique de la CGT, qui avait participé à celles de Matignon. Pour le PC et la CGT, la négociation débouche donc sur un constat, pas sur un accord signé. Et ce n'est pas la

CGT qui décide du début ou de la fin de la grève. Elle n'a jamais lancé de mot d'ordre de grève générale, même si elle a laissé entendre qu'elle souhaitait l'extension de la grève. De même, elle n'appellera jamais à la reprise du travail.

Quand Séguy négocie, il pense que le mouvement va permettre d'obtenir des avantages substantiels pour les salariés, rendant possible une logique classique qui s'est imposée en 36 : savoir arrêter une grève une fois l'essentiel des objectifs atteints. Quand il arrive à Billancourt au petit matin, il exprime donc un point de vue – d'ailleurs partagé par la CFDT : le niveau atteint est suffisamment important pour qu'on s'achemine vers une issue du conflit, mais il ne s'engage pas. Or à Billancourt, la chose est déjà réglée : les ouvriers ont décidé, à l'appel des représentants de la CGT, de continuer le combat. Dans la plupart des grandes usines, ce phénomène se répète, et la CGT est au centre de la décision.

Le 29 mai, la CGT lance une manifestation énorme, qui prouve qu'elle n'est pas larguée par ce mouvement, avec comme mot d'ordre diffusé par le parti : "*Gouvernement populaire*".

Le mouvement social est alors à son apogée, mais le PC semble réticent à l'idée de prendre le pouvoir laissé vacant par De Gaulle qui, désarmé, est parti secrètement pour Baden-Baden le 29 mai. D'ailleurs, le parti ne participe pas au meeting au stade de Charlety le 27 mai...

Le PC se retrouve devant le modèle de départ, les deux dangers de droite et de gauche. 1968 ne produit pas de mouvement de radicalisation dans l'espace de la politique institutionnelle. On voit donc réapparaître la solution de la troisième voie, incarnée par Pierre Mendès France, qui est la bête noire du PCF.

Depuis 1954, il incarne la modernisation de la social-démocratie dans le cadre d'un capitalisme entrepreneurial. Quand il réapparaît à partir du 21 mai, le PCF sent qu'il y a un danger. A Charlety le 27 mai, il est là, avec des dirigeants socialistes, de la CFDT, de FO et des responsables de l'extrême gauche, comme Henri Weber pour la JCR. Pour le PC, les choses sont claires : les deux dangers se rejoignent. Il n'y a pas de solution.

Le réveil de la France conservatrice aux élections de juin 1968, qui donnent une majorité écrasante à la droite, s'explique-t-il par la peur d'une prise de pouvoir par le PCF ?

Il y a deux peurs qui jouent dans la société en 1968 : à droite le danger révolutionnaire, et à gauche du côté du PC le danger d'une intervention militaire. L'un des deux est totalement mythique, et l'autre est plus sérieux. Le danger mythique, c'est l'insurrection communiste.

Les communistes n'en ont jamais eu l'idée, ils vivent dans le modèle du Front populaire : un puissant mouvement social qui s'appuie sur l'union de la gauche autour d'un programme commun de réformes structurelles. Mais leurs partenaires naturels n'en veulent pas, et les gauchistes considèrent ça comme une trahison de la classe ouvrière.

C'est ce qui explique la lecture gauchiste de Mai 68, selon laquelle le PCF a été un frein à la révolution ?

Oui. Le paradoxe de Mai 68, c'est que ce grand mouvement social caractérisé par la radicalité de sa tonalité, qui s'étend à différentes couches sociales au-delà du mouvement ouvrier, ne débouche pas sur une issue positive : la droite l'emporte sur la base de l'abstention aux élections de juin. La baisse la plus significative à gauche est enregistrée par le PCF, qui perd 2,4% tout en se maintenant premier à gauche avec 20% des voix. Le [PSU \(Parti socialiste unifié\)](#) en revanche augmente. Le PC a été la première victime de l'abstention populaire (la participation électorale a baissé de 540 000 unités entre 1967 et 1968). C'est un signe que l'électorat populaire attendait autre chose comme issue de Mai 68. Plus tard, à la présidentielle de 1969, Jacques Duclos, candidat communiste, remet les pendules à l'heure avec plus de 21% des voix au premier tour. Le PC n'a pas perdu son électorat.

Mais au fond, ce mouvement dont on pouvait attendre une transformation politique profonde, voit à court terme une victoire écrasante et inattendue de la droite. Ni le PC, ni l'extrême gauche ne tirent leurs marrons du feu à long terme, à la différence des socialistes. Pourquoi ? Pour le PC, l'incompréhension des nouveaux mouvements sociaux, de l'autogestion, du féminisme, de l'écologie politique a été fatale. Il voit ces nouveautés comme remettant en question le combat central du monde ouvrier. Il boude ces mouvements. Et quand il cherchera à rattraper son retard, il n'y parviendra pas. L'extrême gauche vit pour sa part sur le mythe de l'Octobre russe, elle est à côté de la plaque. Le PS lui se rénove, se refonde avec le Congrès d'Epinay en 1971, et intègre la radicalité issue de Mai 68. Mitterrand dira d'ailleurs : "Celui qui n'accepte pas la rupture avec la société capitaliste ne peut être au PS". C'est le PS qui est la traduction politique de Mai 68.



[Waldeck Rochet](#)

Un autre événement préoccupe le PCF en 1968 : le printemps de Prague, et la menace de son écrasement par l'URSS. Quelle a été son attitude à cet égard ? A-t-il loupé une occasion de montrer qu'il était moderne, en soutenant ce mouvement de libéralisation ?

Tout à fait. Quand se déclenche le printemps de Prague, le PC hésite dans un premier temps. Début avril, la direction condamne un responsable communiste, Paul Noirot, très favorable au printemps de Prague. Deux jours après, il fait volte-face et le soutient, sans en faire un modèle, car ça revalorise en France l'image du monde socialiste. Mais il garde une attitude ambiguë. Il ne veut surtout pas en faire un modèle avant la crise de l'été. Puis, quand le PC voit la situation se crispier avec l'URSS et les dirigeants du bloc, il tente d'éviter le pire. En juillet, il veut jouer le rôle de médiateur entre les Tchécoslovaques et les

Soviétiques, mais cela échoue. Le 21 août les Soviétiques interviennent militairement en Tchécoslovaquie. Pour la première fois de son histoire, le PC condamne l'intervention soviétique. Pour les militants c'est un choc mental, un cataclysme.

Le PC condamne, mais il veut éviter la rupture irréversible à l'intérieur du mouvement communiste mondial. Il espère déboucher sur une solution pacifique. Le 27 août, les dirigeants tchécoslovaques arrêtés une semaine plus tôt signent un accord de "normalisation". Mais ce terme pouvait être entendu de deux façons : la normalité de la paix civile, ou la mise à la norme. Le PCF veut entendre le premier sens, donc il s'en réjouit, mais ne voit pas le second aspect. Or la "normalisation" se traduit par l'éviction de Dubcek [premier secrétaire du Parti communiste tchécoslovaque en 1968-1969 et figure de proue du Printemps de Prague, nldr], et le démantèlement de l'œuvre réformatrice de 1968. Le PCF ne prend pas de distance suffisamment forte avec la mise à la norme qui envahit hélas la société tchécoslovaque. Il ne voit pas que la force propulsive du soviétisme est terminée. En 68, sa position le range du côté de ce monde de l'Europe de l'Est qui révèle de plus en plus son obsolescence, voire même sa nécrose.

L'année 1968 met en lumière le rôle joué par un secrétaire général du PCF un peu oublié, Waldeck Rochet. Pourquoi n'est-il pas retenu ?

Il mérite plus de considération que le sort que l'histoire lui a réservé. Il est porté à la tête du PC par Thorez lui-même. C'est un communiste à l'ancienne, un kominternien [de Komintern, Internationale communiste, nldr], pour qui l'Union soviétique est le pivot de toute avancée démocratique. Mais en même temps c'est un homme très réservé, pas un doctrinaire, ni un violent. En 1956, il accepte de soutenir l'intervention soviétique en Hongrie, mais il le fait en des termes incomparablement plus mesurés que d'autres dirigeants politiques comme Thorez. Quand il devient secrétaire général du PC, officiellement en 1964, quelques mois avant la mort de Thorez, il impulse un aggiornamento prudent mais déterminé. Ça conduit le PC à peaufiner sa stratégie d'alliance, à mettre au centre la question de l'union de la gauche, revalorisée par la bipolarisation du conflit politique. Waldeck porte ce changement.

Mais en 1968, cet homme discret et distrait est confronté à deux chocs. En mai-juin, bon an mal an, il arrive à rester dans le jeu. Mais la fin du Printemps de Prague est encore pire à gérer pour lui. Il ne parvient pas à éviter le drame, il doit condamner l'Union soviétique, ce qui pour lui est une fracture mentale absolue, une fracture existentielle.

De ce fait, à la fin de l'année il craque et entre dans une maladie neurovégétative qui le fait disparaître brutalement de la vie politique, laissant la place au seul qui donne l'apparence d'être un homme fort dans le parti : Georges Marchais.

Waldeck Rochet était issu de la paysannerie, il avait l'accent bourguignon, et ce n'était pas un tribun ni un homme de média. C'est un modèle de dirigeant politique hors du temps, qui a conduit un mouvement prudent mais déterminé de rénovation communiste, mais qui a butté devant ce double malentendu. Le PC n'a pas vu que la

la crise tchécoslovaque avait sonné le glas de l'expérience soviétique, en faisant la démonstration que décidément, soviétisme et liberté ont du mal à se conjuguer.

Propos recueillis par Mathieu Dejean.

Communistes en 1968 – Le grande malentendu, de Roger Martelli, éd. Sociales, 304 p., 22 €

inrockuptibles

V) Lutte ouvrière appelle à un nouveau Mai-68 et une "explosion sociale"

Par Nadège PULJAK



Nathalie Arthaud, porte-parole de Lutte ouvrière, a appelé à "un nouveau Mai-68" et à une "explosion sociale" contre la politique...

Nathalie Arthaud, porte-parole de Lutte ouvrière, a appelé à "un nouveau Mai-68" et à une "explosion sociale" contre la politique d'Emmanuel Macron, dimanche, lors de la fête annuelle de son parti à Presles (Val d'Oise) en demandant à ses troupes de se mobiliser les 22 et 26 mai prochains.

Environ 15.000 personnes, selon les organisateurs, assistaient à cette fête dans un parc boisé de cette commune du Val d'Oise où le parti marxiste-léniniste organisait de nombreuses activités, ludiques, pédagogiques et politiques. De samedi à lundi soir, environ 25.000 personnes sont attendues, selon LO.

L'ambiance "à la bonne franquette" des festivités - des stands proposant des débats sur "l'antisémitisme de gauche: l'exemple britannique", "la crise des hôpitaux aux Antilles" ou "les postiers face aux attaques de leur direction", côtoient buvettes, orchestres de jazz et autres ateliers poterie- tranchait avec le ton très combatif de la responsable de Lutte ouvrière.

"Contre l'offensive de Macron et du capital, le monde du travail doit rendre les coups" et "avec tous ceux qui ne supportent plus la situation et souhaitent une nouvelle explosion sociale, nous affirmons que oui, il faut un nouveau mai-juin

1968 !", lançait-elle à la foule attentive. "Tôt ou tard, les exploités se lèveront de nouveau en masse".

"En un an, Macron a enchaîné les attaques contre les travailleurs", a-t-elle dénoncé, énumérant "les ordonnances travail pour que le patronat puisse licencier plus vite et moins cher", "la hausse de la CSG que les retraités ont payé de plein fouet", "la sélection dans les universités" ou le "contrôle des chômeurs".

"Si nous ne mettons pas un coup d'arrêt à tout cela, où en serons-nous dans cinq ou dix ans ? Quelle sera la vie de nos enfants ? Derrière le +changement+ et la +modernité+ affichés par Macron, il y a un président qui n'a d'yeux que pour les fameux premiers de cordée et les machines à faire du fric", a-t-elle encore accusé.

- Sévérité avec les leaders de gauche -

L'ancienne candidate à l'élection présidentielle (0,65% en 2017) sous les couleurs de LO, parti aux 8.000 membres revendiqués, a demandé à ses troupes de participer à la journée d'action de la Fonction publique le 22 mai et réitéré son appel à manifester le 26 mai, aux côtés d'une cinquantaine d'organisations politiques, syndicales et associatives, en lançant toutefois un avertissement.

"Avec Mélenchon ou le PCF, (c'est) une contestation partagée de Macron mais les perspectives sont opposées", a-t-elle assuré, alors que le leader de La France insoumise venait d'appeler un peu plus tôt à la constitution d'un "Front populaire" de partis, syndicats et associations.

"Tout en œuvrant pour le succès de cette manifestation, nous ne signons pas l'appel unitaire car nous rejetons l'opération politique qui se dessine et nous appelons les travailleurs à la méfiance", a-t-elle réaffirmé, jugeant avec une grande sévérité les leaders de gauche (LFI, PCF ou Générations).

Selon elle, "l'alternative que cette opération construit est une nouvelle mouture de l'Union de la gauche de l'époque Mitterrand et de la Gauche plurielle du temps de Jospin", qui s'est finalement "transformée en déception, voire en désespoir" pour les "travailleurs et militants ouvriers".

"Quels que soient leurs discours d'aujourd'hui, lorsqu'ils seront au pouvoir, ils gouverneront à leur tour au service des plus riches", assène-t-elle. "Alors, si nous dénonçons souvent les mêmes choses que Mélenchon, Laurent ou Hamon, nous ne le faisons pas du tout dans la même perspective".

"Quand ces derniers dénoncent Macron pour préparer le retour de la gauche au pouvoir qui gèrera les affaires de la bourgeoisie, nous le dénonçons pour armer politiquement les travailleurs dans la perspective qu'ils agissent eux-mêmes, collectivement", insiste Mme Arthaud.

VI) Les milliardaires français champions de l'enrichissement en 2018



Jusqu'à présent, 2018 sourit à la fortune du PDG de LVMH, Bernard Arnault, qui a réalisé des profits record. ERIC PIERMONT / AFP

L'agence américaine Bloomberg a publié, mercredi 16 mai, son premier "indice des milliardaires" de l'année. Les grandes fortunes françaises se portent très bien et voient leurs capitaux augmenter plus rapidement que ceux de leurs concurrents étrangers.

Depuis le 1er janvier 2018, les 500 personnes les plus riches de la planète ont vu leur fortune augmenter de "moins de 1 %", d'après l'indice des milliardaires de Bloomberg. Les 13 Français qui font partie de ce panel ont, eux, ajouté 27,6 milliards de dollars, soit 23,3 milliards d'euros, à leur fortune. Soit une augmentation de 12 %. "C'est presque le double des gains réalisés par les plus riches du Japon, deuxième pays de ce classement, depuis le début de l'année", pointe Bloomberg.

"On dirait une mode", écrit l'agence de presse économique américaine, soulignant que cette avancée française est due à deux noms en particulier : Bernard Arnault et François Pinault, qui auraient gagné à eux deux 22,3 milliards de dollars en un peu plus de quatre mois.

Les deux hommes d'affaires, spécialisés dans le luxe et les arts, profitent de "la nouvelle demande pour les produits de luxe en Chine et [d']une présence accrue dans le commerce en ligne, qui ont dynamisé les ventes et propulsé leurs deux groupes parmi les entreprises françaises à la plus forte capitalisation", analyse Bloomberg. Les bons résultats de la société de vente aux enchères Christie's ont aussi contribué à la fortune de M. Pinault, selon l'agence. Bernard Arnault reste toutefois l'homme le plus riche d'Europe, avec une fortune estimée par Bloomberg à 76,4 milliards de dollars.

Source

[Bloomberg World View New York www.bloomberg.com/view/world-view/](http://www.bloomberg.com/view/world-view/)

**A Suivre...
La Presse en Revue**